

Le PEV Suisse exige le partage dans une société d'infrastructure publique et une société chargée de fournir les services, qui sera privatisée

Démantèlement de la Swisscom pour maintenir sa valeur

Le PEV Suisse se prononce contre la privatisation complète de la Swisscom, tel que le prévoit le Conseil fédéral. Elle est convaincue que la valeur de la Swisscom ainsi que ses bénéfices pour l'économie nationale ne peuvent être maintenus que si elle est divisée en une société d'infrastructure publique et une société chargée de fournir les services, société qui sera privatisée.

Le Dr. Ueli Bolleter, président de la commission Economie et Finance du PEV Suisse est convaincu : « Le dépôt de toute participation de la Confédération ainsi que la privatisation complète de la Swisscom n'est pas le bon chemin ». La disposition à effectuer des investissements pour implanter de nouvelles technologies ne serait plus aussi présente ou alors seulement de façon sélective dans des régions lucratives. Il est plus sage de diviser l'actuelle Swisscom dans une société d'infrastructure publique et une société chargée de fournir les services, société qui sera privatisée.

Cette société d'infrastructure devra être complètement maintenue en mains publiques. Celle-ci serait responsable pour l'entretien et l'expansion de toute l'infrastructure téléphonique et de données sous sa responsabilité pour permettre le service universel. De plus, elle doit offrir cette infrastructure aux mêmes conditions à tous les fournisseurs de services actifs sur le marché (nouvelle Swisscom et autres fournisseurs privés). Ce n'est qu'ainsi qu'une véritable concurrence entre les sociétés est possible.

Il est fort regrettable que le Conseil fédéral n'arrive pas à reconnaître les avantages de cette solution dans sa version actuelle. La commission Economie et Finance du PEV Suisse a démantelé de façon convaincante les nombreuses objections du Conseil fédéral contre la création d'une société de droit publique, objections déjà présentes dans le rapport de consultation. Le PEV Suisse est d'avis que la valeur de la Swisscom ainsi que ses bénéfices pour l'économie nationale ne peuvent être maintenus que si elle est divisée en une société d'infrastructure publique et une société chargée de fournir les services, société qui sera privatisée.

La réponse du PEV à la consultation est disponible sous (uniquement en allemand) :
http://www.evppev.ch/typo/uploads/media/vernehmlassung2006_03_02_Swisscom.pdf

Zurich, le 2 mars 2006/nh/gm

Pour plus d'informations :

Dr. Ueli Bolleter, Président de la commission Economie et Finance du PEV Suisse: 052 335 16 13
Niklaus Hari, Responsable Communication du PEV Suisse: 079 202 72 27
